

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le point sur la sécurité dans la sous-région ?

J.K.M
Libreville/Gabon

LA 49e réunion du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSC) s'est ouverte, lundi 25 novembre dernier, à Luanda, capitale de l'Angola. Au cours de ces assises, les participants, venus des onze nations membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), devaient débattre de la situation géopolitique et sécuritaire dans la sous-région. Notamment les développements politiques et institutionnels des six derniers mois ainsi que les enjeux liés à la gouvernance, aux processus électoraux, à la situation humanitaire, aux droits de l'Homme et à la sécurité intérieure et transfrontalière. Tout en abordant les conflits liés à la transhumance et au pastoralisme, la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée, la promotion du désarmement, la mise en œuvre de l'Agenda Femmes, la lutte contre l'extrémisme violent, le terrorisme, etc. De même, la problématique du changement climatique, considérée comme un sujet de préoccupation pour les États de la sous-région, devrait occuper une bonne place au cours de cette rencontre. Au-delà du partage des expériences sur ses manifestations dans les pays d'Afrique centrale, il s'agira de voir comment y faire face de manière collective. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale et chef de l'Unoca, François Louncény Fall prend part à ces travaux ainsi que le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi. Il faut souligner que ces assises qui prendront fin vendredi prochain, interviennent plus d'une semaine après la 20e session ordinaire du Comité des chefs de police de l'Afrique centrale (CCPAC) et le 20e forum des ministres en charge des questions de sécurité dans la sous-région.



Photo: Ollomo

Le chef de bureau de l'Unoca, François Louncény Fall.

Dubaï 2020 : la feuille de route du Gabon validée

CELLE-CI définit le mode de fonctionnement et les étapes de la participation du Gabon à l'exposition. Le texte portant création du Comité de pilotage de notre pays à cet événement a été également validé hier à la Primature.

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

L'ARRÊTÉ portant attribution et organisation du Comité de pilotage de la participation du Gabon à l'Exposition universelle "Dubai 2020" a été validé, hier, au cours d'une réunion présidée par le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale. Celui-ci était assisté de certains membres de son équipe concernés par ledit projet.

Cette réunion intervient une semaine après la mise en place du Comité d'organisation chargé de piloter la participation du Gabon à cet événement. Ainsi, lors de la rencontre d'hier, il s'est agi pour le chef de l'administration gabonaise et les siens de valider ce document. Aussi, se sont-ils penchés sur l'examen, puis la validation de la scénographie, ainsi que la feuille de route qui devra aider le pays à mieux préparer sa participation à cet important rendez-vous international qui se

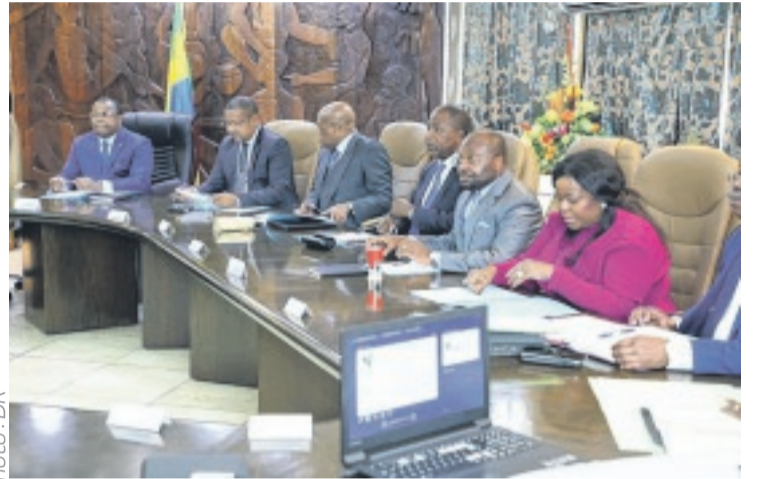


Photo: DR

La question de la participation du Gabon à l'exposition de Dubai 2020 à l'ordre du jour.

tiendra dans 11 mois à Dubaï. Soulignons qu'à cet effet, le Gabon disposera d'un pavillon d'un peu plus de 800 m² (du rez-de-chaussée au premier étage). En sa qualité d'administrateur du projet, la ministre déléguée à la Forêt, à la Mer, à l'Environnement chargé du Plan climat, Nina Abouna, a fait une brève présentation de la participation du pavillon Gabon à cette exposition. La scénographie du pavillon, a-t-elle indiqué, "sera présentée au rez-de-chaussée où les visiteurs pourront découvrir la biodiversité de notre pays, ainsi que tout ce qui est intégré dans la stratégie de développement

durable du Gabon vert avec ses aires protégées, aussi bien marines que celles relevant des parcs nationaux".

Il convient de souligner que l'Exposition universelle "Dubai 2020" se tiendra du 20 octobre 2020 au 10 avril 2021. Elle réunira plus de 200 pays et organisations qui échangeront sur leurs expériences respectives dans plusieurs domaines. Pour sa part, le Gabon y apportera sa contribution dans le sous-thème : "durabilité". Ce qui lui permettra de montrer ses avancées en matière de politique de protection de l'environnement insufflée par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba.

Tribune des partis politiques

Saut qualitatif au CLR!

Le Centre des libéraux réformateurs (CLR) vient d'opérer sa grande mue. Il était temps, sont tentés de dire les observateurs et autres analystes de la blogosphère politique gabonaise. Vu la longévité de ce parti de la "grande famille" majorité républicaine et sociale pour l'urgence.

En se retirant au profit de sa fille, Dr Nicole Assélé, le fondateur de cette formation politique, Jean-Boniface Assélé, a décidé de passer le témoin à "la jeunesse". Même si certains oiseaux de mauvais augure ne manquent pas de brandir cette succession familiale. Un détail! En effet, la maxime est claire: "qui paye commande". Et le champ politique n'échappe, malheureusement, pas à cette triste réalité.

Outre ce passage de témoin, le directoire du CLR a

instauré un Conseil politique, une sorte de comité de sages devant éclairer et guider l'action des tenants du CLR. Dans la même foulée, des conseillers politiques provinciaux ont été nommés. Une bagatelle de mesures visant un seul et unique but: implanter le parti dans tous les coins et recoins du Gabon. Sans vouloir jouer au laudateur acharné, il convient d'applaudir cette volonté manifeste d'ouverture même si des reproches objectifs peuvent être effectués.

Il est clair que certains verront le verre à moitié vide tandis que d'autres le verront à moitié plein. Normal! Toutefois, le principe ici étant le renouvellement de la classe dirigeante. Un objectif que ne partagent pas toujours l'ensemble des leaders politiques. Lesquels leaders, suivez mon regard, font de leur posture, un titre foncier.

Ce qui nous amène à affirmer urbi et orbi que sur les 76 partis politiques officiellement reconnus au Gabon, beaucoup ne le sont que de nom.

Il est impérieux que les formations politiques gabonaises se départissent de leur gestion familiale voire clanique pour devenir de véritables institutions ou du moins s'en rapprocher. Fini le temps où une formation politique était systématiquement assimilée à une personnalité. Un parti politique en principe doit pouvoir survivre, mieux vivre et prospérer après le décès de son fondateur. En tout cas, toute formation politique qui s'inscrit dans cette logique aura plutôt tout à gagner.

Yannick Franz IGOHO